



HAL
open science

Vers une représentation de l'état des liens des acteurs locaux

Yann Bertacchini, Eric Boutin

► To cite this version:

Yann Bertacchini, Eric Boutin. Vers une représentation de l'état des liens des acteurs locaux. Colloque 5 e Journées Internationales de l'Analyse des données textuelles, Mar 2000. <sic_00000433>

HAL Id: sic_00000433

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000433v1

Submitted on 18 May 2003

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Vers une représentation de l'état des liens entre les acteurs locaux.

Yann Bertacchini., Eric Boutin.
Laboratoire LEPONT (JE 196) .

Université de Toulon et du Var

dépt " Services et réseaux de Communication "
200 Avenue Victor Sergent
83700 Saint-Raphael

Tél :04.94.19.66.02/03
Fax :04.94.19.66.09
bertacchini@univ-tln.fr

Mots clé :

Analyse réseau, apprentissage organisationnel, capital formel, développement local, transfert de compétences.

Introduction

Faut-il nier les différences, les inégalités de contenus sociologiques, géographiques, économiques et culturelles que les territoires présentent les uns par rapport aux autres au point de ne pas en tenir compte pour définir une politique de valorisation territoriale^[1] ? A trop simplifier et/ou faire le choix de greffer des actions de développement sans préalables, ne risque-t-on pas d'ignorer des histoires, des terroirs, des savoirs et faire le choix de politiques de développement local complètement inappropriées ?

Les échelons territoriaux ne sont pas en mesure d'appliquer des politiques de développement identiques, uniformes^[2]. Faire le choix d'une politique de développement endogène certes, moins prestigieuse qu'une politique exogène, peut souvent s'avérer utile voire la plus adaptée. C'est certainement un passage quasiment incontournable pour tester, le potentiel de développement d'un échelon local, l'aptitude des acteurs locaux à coopérer, échanger des informations et finalement valoriser leur propre espace.

Dans ces conditions, si ces échelons locaux veulent apparaître attractifs et compétitifs, il leur faut mettre en œuvre des procédures qui apprennent à des catégories d'acteurs qui ne sont naturellement tournés les uns vers les autres de se mobiliser pour un objectif commun. Mais à nouveau, ces procédures reposent sur la faculté, la volonté des acteurs locaux de procéder à des échanges d'informations, d'accorder du crédit à l'information reçue, de participer à la vie locale^[3].

La démarche suivie:

Sur deux territoires distincts que nous désignerons par A et B pour des raisons de confidentialité, nous avons procédé à des enquêtes-respectivement 56, 54- auprès de trois catégories d'acteurs locaux : entreprises, éducatifs, institutionnels.

Sur la base des informations collectées et à l'aide d'une analyse réseau, nous avons représenté sous forme de cartes les relations que déclarent entretenir ces acteurs et leur implication dans des actions de développement local.

1. La valorisation territoriale : une démarche transversale.

Lorsque un échelon territorial réfléchit aux orientations futures de son avenir, il engage de fait un acte de développement. C'est-à-dire qu'il initie un processus de recherche de compétitivité globale^[4]. Il ne s'agit pas moins de renforcer la capacité d'attractivité^[5] du territoire, à le doter d'arguments spécifiques, à les faire connaître à des partenaires potentiels lorsqu'ils existent, éventuellement à manifester une volonté d'associer des partenaires à ce programme de développement. Ce processus vise, à notre sens, à faire adopter voire partager un objectif, une démarche par plusieurs catégories d'acteurs locaux très différents les uns des autres^[6]. Nourrir le projet de se développer, c'est aussi et d'abord un état d'esprit : un pied dans l'économie, un pied dans des activités d'intérêt général^[7]. Les instigateurs d'une politique de développement ne peuvent pas ignorer la double composante d'une telle initiative : endogène et exogène, l'entreprise et l'entreprise dans son environnement.

Pour décliner une politique de développement local il s'agit pas moins de réunir des professions, des entreprises et d'accompagner ces acteurs au cours de leur développement et de leurs mutations. La politique de développement idéale vise à mettre en place des dispositifs présents sur tous les fronts pour faciliter le rassemblement des acteurs locaux afin d'établir les partenariats nécessaires au développement d'une région, d'un département ou de tout autre entité locale^[8]. Dans cette optique, le plan de développement devient acteur et outil pédagogique. Il est aussi un moyen d'interpénétrer les cultures différentes : entrepreneurs, institutionnels, éducatifs. Ce mouvement est donc fondé sur le décloisonnement, une approche transversale qui repose sur quelques piliers essentiels :

- le volet économique qui concerne les entreprises en place ou à venir dans leur défi permanent de la compétitivité. Les décideurs locaux doivent être présents à tous les stades de leur évolution en offrant en un lieu unique, physique ou immatériel, les compétences et services attendus, les expériences connues ou à faire connaître. Nous désignons par cette offre le capital formel^[9] et organisationnel du territoire qui autorise le transfert de ces compétences et expériences d'une catégorie d'acteurs à l'autre.
- Ce capital peut être assimilé à un portefeuille d'actifs, de produits de la collectivité territoriale. A ce titre l'échelon local vise à leur protection et valorisation dans le cadre d'une politique de développement local.
- le volet d'interface qui favorise le développement local en rassemblant les énergies autour de projets communs, entre l'environnement (universitaire, politique, recherche) et le monde économique.

Cette démarche transversale ne peut être que le fruit de la volonté d'hommes, acteurs locaux éclairés par un diagnostic rigoureux et un projet ambitieux. Nous pouvons illustrer notre propos par un exemple rencontré ici ou là. Cette situation met en relation des acteurs locaux de culture différente qui ne se tournent pas naturellement les uns vers les autres et qui relève de la transmission des connaissances. S'agissant du volet économique d'une politique de développement, nous pouvons indiquer que bon nombre d'entreprises dans des secteurs d'activités variés se trouvent dans un guet-apens technologique^[10] permanent. Les savoirs-faire attendus de leurs collaborateurs ont une vocation naturelle à devenir obsolètes. C'est pourquoi la formation délivrée par les acteurs locaux du secteur éducatif doit permettre aux jeunes qui rejoindront ces entreprises d'apprendre à apprendre c'est-à-dire, de posséder certaines aptitudes comportementales^[11].

Cette scène met en relation trois catégories d'acteurs locaux : les entreprises, les éducatifs et les institutionnels, et valorise des relations de proximité en créant des dynamiques de développement d'emploi des jeunes. Cette situation souligne un des aspects déterminants du développement local : la capacité que possèdent les acteurs à coopérer, à valider l'information échangée, à transférer leurs compétences.

Le potentiel de développement repose, à notre sens, essentiellement sur ces facultés d'échanges que nous appelons le gisement de transférabilité^[12]. Ce constat nous a incité à utiliser l'analyse réseau pour tenter de représenter, ces relations et l'implication des acteurs locaux.

Notre propos s'attache à expliquer pourquoi et comment nous avons conduit cette démarche de diagnostic et quels résultats nous en avons extraits avec le concours d'une analyse réseau.

2. La démarche d'analyse employée pour caractériser l'état des liens locaux sur deux bassins d'observation.

2.1. obtention des résultats.

Ce travail a pour objectif de proposer une méthode de traitement d'un questionnaire[annexe1] à partir de l'analyse réseau^[13].

Le point de départ

Le point de départ est un questionnaire qui a été administré dans les bassins de A et de B auprès de représentants de 3 groupes institutionnels/ éducatifs/ entreprises. Chaque personne sondée est qualifiée par deux caractéristiques identitaires : son âge et son sexe. Elle peut donc être caractérisée par un code à 5 champs.

Par exemple, D|inst|58|H|25 correspond aux informations relatives à un homme de 58 ans qui appartient au groupe des institutionnels du bassin A. Cette personne est la 25^{ème} personne interrogée.

Le questionnaire a été administré au même nombre de personnes dans chacun des deux bassins ce qui fait que nous obtenons des résultats homogènes qui peuvent être comparés.

La structuration des données

Le questionnaire comporte trois groupes de questions (B, C, D) qui renvoient chacun à une thématique spécifique. Considérons que le groupe C comprend 5 questions :

La question 1 comporte a modalités

La question 2 comporte b modalités

La question 3 comporte c modalités

La question 4 comporte d modalités

La question 5 comporte e modalités

La réponse d'une personne sondée au questionnaire peut se présenter de la façon suivante

Réponse partie C :m1@m2@m3@m4@m5.

Traitement avec le logiciel Dataview

L'ensemble du questionnaire administré peut se présenter comme une succession de lignes, chacune exprimant les modalités déclinées par une personne interrogée. Cette information peut être récupérée sous le logiciel Dataview^[14] et transformée en une matrice appelée matrice de Condorcet. Cette matrice carrée symétrique exprime le nombre de modalités que partagent les personnes sondées prises deux à deux.

	D inst 58 H 25	D edu 40 F 26
--	----------------	---------------

D inst 58 H 25	4	2
D edu 40 F 26	2	4

La valeur deux signifie que ces deux acteurs ont exprimées deux réponses en commun dans la partie C du questionnaire qu'ils ont remplie.

Traitement avec le logiciel matrisme

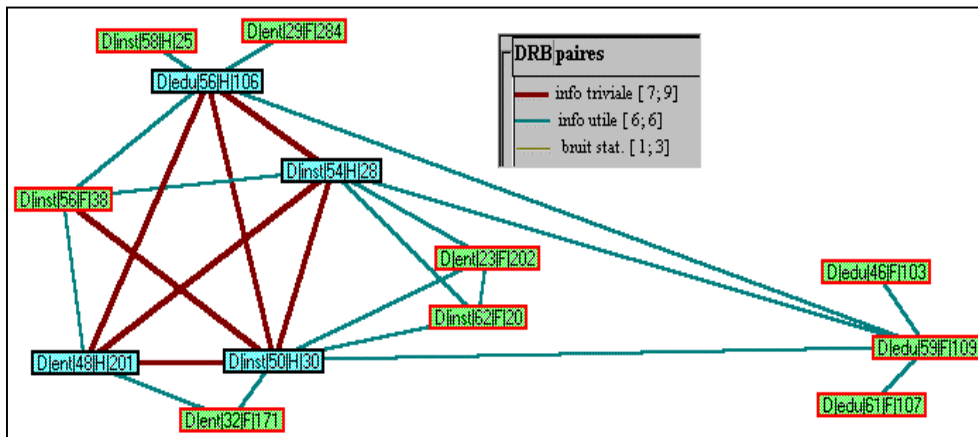
Le traitement sous matrisme^[15] ne fait que retranscrire cette information matricielle avec le moins de déformation. Dans le réseau, un sommet représente le code associé à une personne interrogée et un lien entre deux sommets signifie que ces deux personnes ont au moins une modalité de réponse en commun.

Le réseau général obtenu lorsqu'on représente les liens entre chaque paire de sommets est inextricable dans la mesure où il existe beaucoup de sommets qui entretiennent avec les autres des liens ténus (se traduisant par le fait que ces sommets ont par exemple une réponse commune avec les autres). Si on enlève ces liens ténus du réseau, on obtient des graphes plus lisibles qu'il s'agit maintenant d'interpréter.

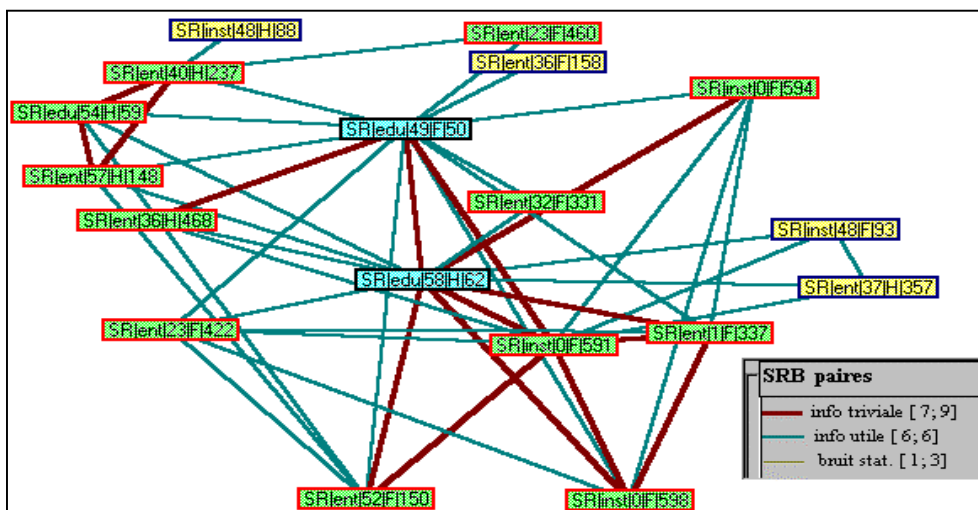
Interprétation des résultats

Partie B3 du questionnaire « Les relations avec les autres acteurs locaux. »

Territoire A.



Territoire B.



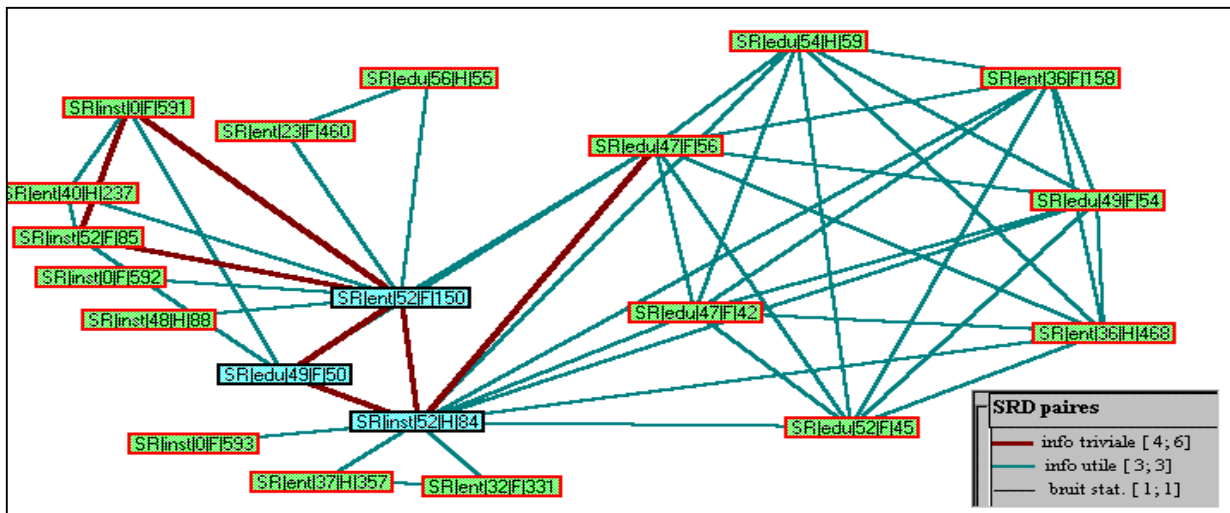
Nous allons comparer les réponses exprimées par les personnes interrogées sur la base des similarités exprimées dans leur réponse à la partie B du questionnaire. Le nombre de personnes interrogées étant le même sur les deux bassins, nous obtenons une information qui peut être comparée entre les résultats de A et de B. Nous avons appliqué à ces deux réseaux les mêmes filtres en conservant un lien entre deux sommets lorsque les deux sommets correspondent à des individus qui ont au moins 4 réponses en commun.

On obtient un réseau dans le bassin B beaucoup plus enchevêtré que sur le bassin A. Cela signifie que les acteurs en B ont des réponses beaucoup plus proches les uns des autres que les acteurs de A. Dans le bassin A on a uniquement 13 acteurs qui ont moins de 4 réponses communes sur la partie B du questionnaire contre 18 pour le bassin B. La répartition entre les trois pôles sur les 2 bassins fait ressortir une sur-représentation des entreprises ce qui revient à considérer que les entreprises expriment dans ce questionnaire des réponses homogènes assez voisines.

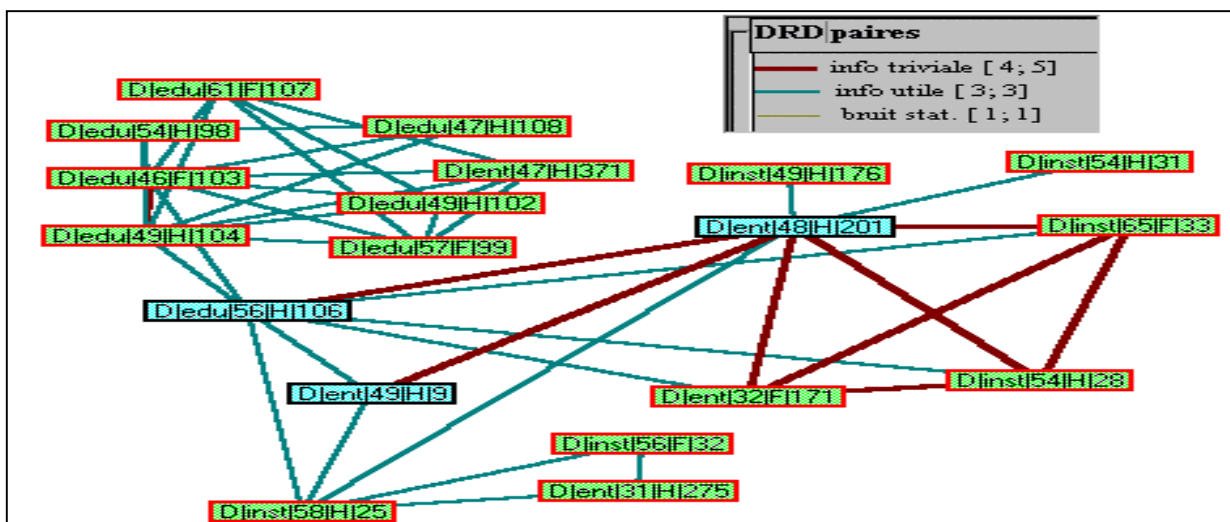
	Educatif	Entreprise	Institutionnel
Bassin A	4	4	5
Bassin B	3	10	5

Partie D9 du questionnaire « Est-ce que cet événement regroupe plutôt ? »

Territoire B.



Territoire A.



Sur ces réseaux, un lien entre deux sommets signifie que les deux acteurs ont au moins deux réponses en commun. On peut observer que sur A les acteurs du monde [édu] ont un comportement assez endogame. Ils ont tendance à exprimer des réponses voisines comme l'atteste leur position en haut à gauche du réseau. Ils ne semblent pas partager beaucoup de réponses avec les autres acteurs [institu] et [entreprises]. Dans le bassin B, les réponses du milieu [éducatif] sont plus voisines de celles exprimées par les représentants du monde de l'[entreprise] et [institutionnel].

On observe enfin que le nombre de sommets dans chacun de ces deux réseaux et leur ventilation par catégorie est peu différent entre les deux bassins A et B ce qui n'était pas le cas précédemment.

	Educatif	Entreprise	Institutionnel
Bassin A	8	5	6
Bassin B	7	7	6

La démarche que nous avons mise en oeuvre trouve sa justification dans la conclusion qui suit.

Conclusion.

Les textes de loi Européens, Français qui traitent de l'aménagement du territoire se multiplient. LOADT, projet d'intercommunalité, définition des contrats de plan Etat-Région. Quels liens ont entre elles ces lois administratives, techniques ? De jeter la prospective d'une nouvelle organisation de l'espace collectif rendant possible au quotidien de nouvelles pratiques individuelles^[16]. Ces lois portent sur l'architecture du territoire, ses fractions, ses centres de décision, ses équilibres, son maillage ainsi que sur la manière de l'occuper, de l'entretenir, d'y organiser la vie, de s'y déplacer, d'y créer des richesses et d'y vivre ensemble^[17]. La Loi sur l'aménagement du territoire va consacrer l'apparition de nouveaux venus^[18] les "agglomérations" et les "pays" qui transgressent les traditionnelles frontières communales, cantonales ou départementales. Dans ce nouvel environnement structurant, les contrats de plan Etat-Régions, loi sur l'intercommunalité se fondent en principe sur le partenariat et la responsabilisation des acteurs. Il a même été avancé qu'elles visent à substituer une logique de projet^[19] à une logique de guichet et préfèrent une politique contractuelle aux stratégies clé en main. En ce sens, elles se situent à l'opposé des modèles pratiqués depuis des décennies par un Etat centralisateur.

Ce mouvement trouvera-t-il l'appui d'une volonté politique locale assez forte pour que sa dynamique inscrite dans la mise en œuvre conjointe des différents projets de loi perdure ? La mise en œuvre d'une telle logique de projet ne peut aboutir que si les échelons locaux qui veulent la pratiquer réunissent quelques caractéristiques précises. Les territoires qui progressent présentent des caractéristiques que cet ensemble législatif souhaiterait étendre à d'autres qui ne les ont pas encore révélées^[20]. En effet, comment expliquer que des politiques de développement local menées par des territoires ne se concrétisent pas par des résultats tant attendus ? Que certains échelons locaux n'engrangent pas les fruits de leur stratégie ? Que d'autres sans recourir à la manne des subventions aux effets dérisoires et perverses^[21] attirent dans leur périmètre des entreprises par ailleurs très sollicitées ?

Sans prétendre répondre d'une façon exhaustive à cette interrogation fondamentale, nous pouvons, par ailleurs, mentionner les quelques caractéristiques et traits forts des entités socio-territoriales qui progressent. Ces entités ont réalisé l'alliance entre le politique et l'économique sous l'impulsion volontariste d'un élu^[22].

Ces entités se sont organisées sur un même métier, possèdent une culture commune qui repose sur une continuité historique^[23]. Ces entités s'efforcent de s'organiser en réseau. Après des années de crise, les lunetiers jurassiens en relation avec la DRIRE, la région, le syndicat professionnel ont conduit des actions communes en matière de technologie, de qualité, de productivité, d'expert, de désign encadrés par un chef de projet. Ces entités socio-territoriales ont presque aboli le chômage à partir d'un développement endogène. Au cours des cinq dernières années l'Ille et Vilaine a créé 12.500 emplois. 3000 proviennent d'un développement exogène et 9500 d'un développement endogène. Ces entités socio-territoriales s'efforcent d'intégrer de l'amont à l'aval tous les opérateurs d'une filière industrielle de préférence. Nous pensons que la démarche qui a été exposée dans le présent article peut contribuer à révéler l'état des liens entre les acteurs locaux et fonder des actions appropriées soit, pour les amplifier lorsque les coopérations existent soit, les améliorer lorsqu'elles sont insuffisantes.

Références bibliographiques.

- [1] Bertacchini.Y., « Closing the gap between the proximity of the local steps and their adjacent skills : toward the knowledges of endorsement will. », [http://crrm.Mrs3 univ-.fr], Information Scientific for Decision Making N°3, Lepont-Crrm, 2^e trim 1999.
- [2] Dionnet.S., «Elaboration d'outils dans l'apprentissage de contenus environnementaux.», in *Apprentissage, des méthodes naturels aux méthodes artificielles*, p 99, Editions Hermès, Paris, 1998.
- [3] *Patrimoine et Citoyenneté*, Ministère de la Culture et de la Communication, Direction de l'architecture et du patrimoine, France Loisirs, Paris, août 1999.
- [4] Quoniam.L., « Construire un projet local de développement autour d'une cellule de veille territoriale. », 2^e Journées Internationales Intelligence Stratégique, ESA, Lille II, 9 et 10 Décembre 1999.
- [5] Coelho.G.M., Dou.H., « L'attractivité, un concept remplaçant la compétitivité dans un nouveau contexte. », Colloque de l'île Rousse sur les systèmes d'information élaborée, Octobre 1999.
- [6] Bertacchini.Y., Dumas.Ph., Boutin.E., « L'analyse des relations entre les acteurs locaux. », 5^{ème} Journées Internationales de l'analyse des données textuelles, Ecole Polytechnique Fédérale de lausanne, Lausanne, mars 2000.
- [7] Goldfinger.ch., « The intangible economy and its challenges. », Semana do Conhecimento, Rio de Janeiro, 18-22 octobre 1999.
- [8] Pélissier.N., Athanassios.D., Evangelou., «Présupposés cognitifs de l'organisation en réseau et coopération virtuelle : de la théorie descriptive aux projets de nouvelle société.», *Comment penser la communication des connaissances*, p 398, Editions L'Harmattan, Collection Communication et Technologie, Paris, 1999.
- [9] Glize.P., Gleizes.M.P., Camps.V., «Une théorie de l'apprentissage fondée sur l'auto-organisation par coopération.», in *Apprentissage, des méthodes naturels aux méthodes artificielles*, p 331, Editions Hermès, Paris, 1998.
- [10] Coburn.M., *Competitive Technical Intelligence : A Guide to Design, Analysis, and Action*, Oxford University Press, 1999.
- [11] Nevers.B., Versace.R., « Knowledge Acquisition in Long Terme Memory: Activation and Construction of Traces.», in *Apprentissage, des méthodes naturels aux méthodes artificielles*, p 125, Editions Hermès, Paris, 1998.
- [12] Bertacchini.Y., « Observation et diagnostic des usages locaux. », Colloque de l'île Rousse sur les Systèmes d'information élaborée, Septembre 1999.
- [13] Boutin.E., Dumas.S., Rostaing.H., Quoniam.L., « Les réseaux comme outil d'analyse en bibliométrie. Un cas d'application : les réseaux d'auteur. », *Les cahiers de la Documentation Belge*, 1, 3-13, 1996.
- [14] Dataview : logiciel de traitement bibliométrique développé par Hervé Rostaing dans le cadre de sa thèse au Crrm, 1993.
- [15] Matrism : logiciel de traitement infographique développé par Eric Boutin dans le cadre de sa thèse au Crrm et LePont, 1996.
- [16] Besset.JP., « Le territoire, une idée neuve en France. », *Le Monde*, 1999.
- [17] Menanteau.J., « La France veut acclimater les districts industriels à l'italienne. », *Le Monde*, 1998.
- [18] Filbet.M., Tazi., « Le système d'information en "réseau" : une approche par l'organisation et par les nouvelles technologies de l'information. », Congrès de Génie Industriel, Montréal, mai 1999.
- [19] Jayet.H., Duschène.G., et Sachter.H., *Structures économiques et barrières à l'entrée*, rapport au Commissariat Général au Plan, CESURE, Lille I, 1996.
- [20] Weiss.G., « Learning To Coordinate Actions In Multi-Agent Systems.», Proceedings of the International Joint Conference on Artificial Intelligence, 1993.
- [21] Godet.M., Pacini.V., « De l'activité à l'emploi par l'insertion. », *Cahier du LIPS n°6*, 2^{ème} édition, Paris, CNAM, 1998.
- [22] Vogelsang-Coombs.V., Miller.M., « Developing the governance capacity of local elected officials. », *Public Administration Review*, May/June 1999.
- [23] Bertacchini.Y., Dumas Ph., « How to federate some local resources by developing new links ? », THIRD TRIPLE HELIX INTERNATIONAL CONFERENCE, *The Endless Transition*, Rio de Janeiro, avril 2000.

Annexe 1 :Modèle de questionnaire administré.

Questionnaire n° :

Date :

Cette enquête porte sur le développement local et plus particulièrement sur l'état et la nature des relations entre les différentes catégories d'acteurs locaux.

A1. Globalement, comment qualifiez-vous vos relations avec votre environnement ?

- 11 Très bonnes
- 12 Bonnes
- 13 Moyennes
- 14 Médiocres
- 15 Inexistantes

A2. Entretenez-vous des relations avec les acteurs locaux ?

- 21 Oui
- 22 Non
- 23 Pas précisément
- 24 Par contraintes.

B3. Avec quelle(s) catégorie d'acteurs locaux entretenez-vous ces relations ?

- 31 Educatif: Université, IUT, Lycée, Collège, Ecole primaire.
- 32 Entreprise: Primaire- Secondaire- Tertiaire.
- 33 Institutionnel: Région, Département, Ville.

B4. Quelle est la nature de ces relations ?

- 41 Economique
- 42 Culturelle
- 43 Sociale
- 44 Pédagogie
- 45 Poursuite d'études
- 46 Connaissance du marché
- 47 Accord commercial
- 48 Relationnel

Préciser si besoin [dans autre]

C5. Comment qualifiez-vous ces échanges ?

- 51 De plutôt satisfaisants
- 52 De plutôt insatisfaisants
- Sans avis

C6. S'agit-il d'échanges ?

- 61 Plutôt réguliers: quotidien, hebdo
- 62 Plutôt irréguliers: épisodiques, sans suite..
- 63 En voie de l'être

D7. Participez-vous à un ou plusieurs événement(s) local ?

- 71 Oui
- 72 Non

D8. A quelle sorte d'événement participez-vous ?

- 81 Réunion ponctuelle d'information
- 82 Journée de formation
- 83 Salon du lycéen
- 84 Salon commercial
- 85 Manifestation culturelle
- 86 Réunion inter-professionnelle
- 87 Réunion syndicale
- 88 Fête de l'Ecole
- 89 Colloque scientifique

D9. Est-ce que cet événement regroupe plutôt ?

- 91 Une même catégorie d'acteurs (exemple: des entreprises lors d'un salon)
- 92 Des catégories d'acteurs différents (exemple: des entreprises avec des institutionnels)

D10. Êtes-vous associé chaque année à cet ou ces événements ?

- 101 Oui
- 102 Non (Question suivante)

D11. Pourquoi n'y êtes-vous pas associé chaque année ?

- 111 L'événement ne se produit pas chaque année
- 112 Les participants changent d'une année sur l'autre
- 113 Le budget n'est pas reconduit
- 114 L'absence de motivation de l'équipe
- 115 Budget insuffisant
- 116 N'y voit pas d'utilité.

12. Catégorie acteur local ?

- 121 Educatif: Univ, IUT, Lycée, Coll, Primaire.
- 122 Entreprise: Prim-second-tertiaire.
- 123 Institutionnel: ville-département-région
- Autre, à préciser :

13. Bassin ?

- A
- B

14. Mode d'administration du questionnaire ?

- Retourné par voie électronique
- Retourné par voie postale
- **Administré en face à face**

15. Age

- 20-30
- 30-40
- 40-50
- 50-60
- 60-70
- Autre, à préciser :

16. Sexe

- M
- F

Informations complémentaires : [facultatives]

Votre nom :

Nom & Adresse de l'entreprise :

Nous vous remercions pour le temps que vous avez consacré à cet entretien.